



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Bethune

Bethune, le 03/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FEUTRIE SA**

BP 1 RUE DE LA LYS

N 2173

62840 SAILLY-SUR-LA-LYS

Références : 104-2024

Code AIOT : 0007000475

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2024 dans l'établissement FEUTRIE SA implanté 2173 RUE DE LA LYS BP1 62840 SAILLY-SUR-LA-LYS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre des visites annuelles de la DREAL au titre de l'année 2024. Elle avait pour but de faire un point sur les rejets aqueux et les prélèvements du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FEUTRIE SA
- 2173 RUE DE LA LYS BP1 62840 SAILLY-SUR-LA-LYS
- Code AIOT : 0007000475

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Depuis 1922, l'entreprise d'ennoblissement textile FEUTRIE est spécialisée dans la teinture et l'apprêt des tissus de cotons, polyester, lin et leurs mélanges, destinés à la fabrication de linge de maison et de tissus d'ameublement.

Le site est autorisé notamment par :

l'Arrêté Préfectoral du 09 novembre 1990 relatif aux prescriptions générales ;

l'Arrêté Préfectoral du 25 mars 2008 autorisant une extension pour stocker principalement de l'ammoniac ;

l'Arrêté Préfectoral du 08 janvier 2010, mettant à jour la liste des substances et activités présentes sur l'établissement, et fixant de nouvelles dispositions relatives aux rejets aqueux ;

l'Arrêté Préfectoral du 11 octobre 2016 imposant une surveillance pérenne pour les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique;

l'Arrêté Préfectoral du 26 août 2020 mettant à jour la liste des rubriques de l'établissement.

L'établissement est soumis à Autorisation pour la rubrique suivante :

- 2330-1 : Teintures, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles. Le site a une capacité de traitement du site à 30 t/j (pour un seuil d'Autorisation à 1 t/jour).

L'établissement est soumis à Enregistrement pour la rubrique suivante :

- 2915-1-a : Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, la température d'utilisation étant supérieure au point éclair des fluides. Le volume de fluide utilisé sur site est de 3 500 litres (pour un seuil d'Enregistrement à 1 000 litres) ;

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Pendant la visite, il a été vu les points suivants :

- Concernant les dépassements réguliers des paramètres MES et phosphore, l'exploitant avait mis en place un traitement chimique de finition en amont du clarificateur de la STEP, basé sur l'utilisation d'un réactif coagulant minéral, qui devait permettre de diminuer de manière conjointe les teneurs résiduelles en DCO, MES et en phosphore total. Menés par la société Analysys, les tests à l'échelle industrielle (dans le process) ont été menés sur le 4e trimestre 2022. Les résultats n'ont pas été significatifs (gain de 5 à 10mg/l en phosphore).

De nouveaux tests sont prévus avec injection du réactif coagulant en deux points distincts (avant le bassin et au niveau du clarificateur) pour améliorer les performances d'insolubilisation.

Les tests à échelle industrielle sont programmés au cours du second semestre 2024 (vu le bon de commande daté de mai 2024).

- L'exploitant s'est positionné sur l'évolution de son programme d'autosurveillance par rapport aux dispositions de l'arrêté ministériel « RSDE » du 24 août 2017, avec de nouveaux paramètres à suivre. Les propositions semblent en adéquation avec l'exploitation et seront reprises dans le prochain arrêté complémentaire qui est prévu pour mettre à jour les activités du site.

- Il a été regardé les prélèvements en eau de surface du site. Un seuil maximum de 100.000m<sup>3</sup> / an et de 10.000m<sup>3</sup> / mois peut être qualifié en adéquation avec les prélèvements du site (seuils déjà identifiés par le service risques de la DREAL en 2022). L'exploitant s'engage à respecter les dispositions prévues en cas d'arrêté préfectoral de sécheresse, à savoir la mise en place des seuils de vigilance, d'alerte (-10% de prélèvements) et d'alerte renforcée (-20% de prélèvements). Ces éléments seront aussi repris dans le prochain arrêté complémentaire précité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Facteurs d'émission	AP Complémentaire du 08/01/2010, article 3.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de faire le point sur le plan d'actions du site concernant les paramètres MES, DCO et Phosphore total, ainsi que sur différents éléments qui seront repris dans un prochain arrêté complémentaire à venir en lien avec l'évolution des activités du site.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Facteurs d'émission

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/01/2010, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Facteurs d'émission
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les données concernant le suivi des facteurs d'émission fixés à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 janvier 2010 devront être transmises à l'inspection des installations classées. Si les limites fixées ne sont pas respectées, l'exploitant précisera les actions mises en place pour y remédier. Si l'exploitant souhaite faire évoluer la prescription sur le sujet, il devra en faire la demande dûment argumentée auprès de Monsieur le Préfet (concernant par exemple les facteurs d'émissions en moyenne journalière).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait un retour sur ce point. Il contient les valeurs mensuelles depuis l'année 2009 avec les mêmes types de dépassements mensuels et annuels notamment sur le paramètre DCO. L'exploitant explique ces dépassement par 3 facteurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la baisse des volumes depuis 2010, qui contribue à l'augmentation du ratio volume en litres/kg tissu traité;</li> <li>- l'augmentation de l'utilisation des produits des tissus pour EPI résultant d'une diversification nécessaire suite à la perte de marchés historiques sur les draps de lit. Ces tissus génèrent une DCO plus importante à cause de la mise en œuvre de la mercerisation qui se fait avec de la soude à 26° et génère une forte charge polluante. Cette soude doit ensuite être éliminée d'où également une augmentation des volumes d'eau .</li> <li>- la baisse des volumes du secteur événementiel. Le type de teinture réservée à ce type d'article (teinture directe peu solide au lavage) nécessite un besoin d'eau plus faible. Ces marchés ont été délocalisés vers le sud de l'Europe depuis 2015.</li> </ul> <p>L'exploitant propose de faire évoluer les facteurs d'émission (ratios volume / tissu traité, DCO et DBO5) pour qu'ils soient adaptés à la réalité d'exploitation du site. Les propositions de l'exploitant semblent correspondre à l'activité du site et seront reprises dans le prochain arrêté complémentaire précité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite